

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

*Nous, Maire de la Ville de Digne les Bains,*

Affaires générales  
Affaires juridiques  
Police municipale

n°24.283

**Objet :**

**Autorisation Loterie  
Association Sportive  
Sacré Coeur  
Tirage au sort le 21 juin 2024**

**VU** les articles L.322-1 et suivants du code de la sécurité intérieure ;

**VU** les articles D.322.1 et suivants du code de la sécurité intérieure ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 juin 1987 relatif aux loteries autorisées en application de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836

**VU** la circulaire du 30 octobre 2012 relative aux dispositions législatives et réglementaires,

**VU** la demande en date du 23 février 2024 formulée par l'association Sportive du Sacré Coeur, représentée par Mme Marie TOULEMONDE, chef de l'établissement scolaire Le Sacré Cœur,

**ARRETONS**

**Article 1** : L'association Sportive du Sacré Coeur, représentée par Mme Marie TOULEMONDE est autorisée à organiser une loterie composée de 740 billets à 2€ l'un, dont le produit sera exclusivement destiné à financer l'organisation d'une cérémonie du passage des élèves de classe de CM2 en 6<sup>ème</sup>.

**Article 2** : Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1<sup>er</sup>, sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots dont le montant global ne devra pas dépasser 15% du capital d'émission

**Article 3** : Le nombre de lot est de un et sera constitué d'un panier garni.

**Article 4** : Les billets seront uniquement distribués dans la commune de Digne-les-Bains

**Article 5** : Le tirage au sort aura lieu, en une seule fois, le **21 juin 2024, au 2 avenue des Thermes**. Tout billet non attribué dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs, jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

**Article 6** : Si le tirage au sort se fait au moyen des tickets à gratter, la distribution des tickets ne peut être pratiquée que le jour prévu pour le tirage au sort. A défaut, l'organisateur tient un registre des tickets offerts comportant, la date et les noms et prénoms des bénéficiaires. Lorsque les lots ne sont pas attribués car figurant sur des tickets à gratter non offert, ils restent remisés par les organisateurs jusqu'à la prochaine loterie.

**Article 7** : Madame le maire de Digne-les-Bains fera surveiller les opérations et assurer l'observation des dispositions du présent arrêté.

**Article 8** : L'inobservation de l'une des conditions ci-dessus imposées entrainera de plein droit le retrait de l'autorisation, sans préjudice des sanctions prévues par les articles L.324-6 et suivants du code de la sécurité intérieure

**Article 9** : Les informations recueillies sur le formulaire d'autorisation de loterie ont été enregistrées dans un fichier informatisé par le service affaires générales, affaires juridiques et police municipale pour la gestion des demandes de loteries. Elles sont conservées un an et sont destinées aux agents concernés du service et à la Préfecture. Conformément à la loi Informatique et libertés de 1978 modifiée et au règlement Européen (RGPD 2016/679), vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant : [dpo@dignelesbains.fr](mailto:dpo@dignelesbains.fr).

**Article 10** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de Digne-les-Bains dans le délai de deux mois à compter de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca – 13235 MARSEILLE cédex 2, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 11** : Le directeur général des services municipaux, les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, notifié au pétitionnaire et publié dans les formes prescrites.

Fait à Digne-les-Bains, le 29 mars 2024

Pour le maire de Digne-les-Bains  
L'adjointe déléguée



Céline OGGERO-BAKRI